

# FRANCE EQUITE

« France-équité » propose une nouvelle vision de société qui :

- privilégie et promeut le développement écologique durable,
- privilégie en tout la prévention,
- promeut l'éducation de la vie en collectivité et le sens civique,
- privilégie une autre croissance pour une meilleure qualité de vie
- privilégie les PME-PMI et TPE et le développement des économies locales,
- développe la coopération et l'aide aux pays défavorisés,
- responsabilise les services publics et les individus,
- agit pour une meilleure équité des personnes, des entreprises, des services et des institutions.

Nous proposons pour arriver à ce modèle de société un programme innovant et volontariste au vu de l'urgence écologique qui nous touche :

## Sommaire

*Développement écologique durable*

*Environnement et transport*

*Entreprises*

*Emploi*

*Finances, impôts et taxes*

*Justice*

*Service de la Paix*

*Sécurité publique*

*Santé*

*Social*

*Etat et institutions publiques*

*Politique étrangère*

*Education et Formation*

*Agriculture*

*Société*

*Culture*

*Contrôle*

## Développement écologique durable

- Développement des énergies renouvelables

Nous devons agir dans le sens d'un transfert et de la diffusion des technologies propres et viables, excluant peu à peu le nucléaire, et ceci graduellement en fonction de l'ancienneté des centrales.

Par le biais d'une politique volontariste, nous imposerons pour les collectivités et inciterons fiscalement pour les particuliers l'utilisation d'énergies renouvelables : éolien, solaire, photovoltaïque, bois, géothermie, hydraulique et toutes nouvelles technologies à venir non polluantes.

Nous orienterons les financements et les garanties publics nationaux (aide à l'exportation de la Coface) et multinationaux (banques de développement) vers l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

- Support aux créations individuelles de production d'énergies
- Réduction des dépenses énergétiques

Les bâtiments publics et les immeubles collectifs seront tous construits selon la norme HQE (Haute qualité environnementale). Des incitations fiscales significatives seront proposées pour les maisons individuelles.

Nous inciterons les entreprises à faire des économies d'énergies

- Lutter contre le réchauffement climatique

Nous nous donnons comme objectif de diviser par quatre à l'horizon 2050 nos émissions de gaz à effet de serre et à une réduction massive du recours au pétrole et au charbon.

Nous utiliserons la fiscalité comme moyen de réduction, par une taxation graduelle des producteurs d'éléments polluants.

- Lutter contre le gaspillage

Afin de privilégier le réemploi et la réparation, nous inciterons les constructeurs à la fabrication de « produits qui durent », en obligeant des garanties longue durée.

### - Elimination des déchets toxiques

mettre en place un programme national de réduction de l'utilisation des pesticides et des éléments toxiques.

## Environnement et transport (sommaire)

Collectivité territoriale, décentralisation, logement, transport, ville, Habitat et urbanisme

### - Adapter le transport entre les lieux de vie, la ville et le travail

Nous devons faciliter la circulation des biens et des personnes de manière économique et peu, voire non polluante. Nous réhabiliterons le transport de marchandises par voie d'eau, chemin de fer, tramway ou métro.

### - Pour des véhicules « propres »

Nous subventionnerons les véhicules propres, inciterons à l'achat des voitures électriques et hybrides, taxerons les véhicules les plus polluants.

### - L'exemple par les transports collectifs

Notre objectif sera 100% de transport collectifs non polluants dans les 10 ans

Nous favoriserons l'emploi des transports en commun dans les villes, et ensuite nous réduirons la proportion de véhicules individuels.

### - Favoriser le recyclage

Suppression de la TVA sur les produits recyclés (papier, ...)

### - Développer la gestion efficace des déchets

### - Le Logement

Nous créerons une garantie mutualisée des risques locatifs pour lutter contre les discriminations locatives et l'inoccupation de logements.

Nous renforcerons la protection des locataires pour lutter contre la vente à la découpe

Instaurer l'obligation de vente annuelle de 1% du parc social pour aider les Français à devenir propriétaires.

Permettre aux locataires de logements sociaux ayant payé pendant 15 ans leur loyer d'accéder à la propriété, à des conditions avantageuses.

Nous développerons des prêts bonifiés pour l'accession à la propriété pour les plus défavorisés

Nous rendrons opposable le droit au logement pour réquisitionner les logements inoccupés au profit des sans-abri

Nous augmenterons les sanctions pour les communes qui ne respectent pas les obligations de mixité sociale

### - Aider la recherche

Nous réserverons une place aux PME et aux entreprises innovantes dans les contrats publics et aides à la recherche.

## Entreprises (sommaire)

commerce, consommation, PME-PMI-PTE, Industrie, tourisme

### - Les PME-PMI et TPE : principal axe de développement économique

Allègement conséquent des charges pour les PME-PMI et leur suppression pour les TPE pour les trois premières années d'exercice sans rétroactivité. La création sera encouragée par la création de banques adaptée à leur développement.

Nous changerons le rôle des banques pour qu'elles soutiennent l'emploi plutôt que leurs perspectives de rentabilité financière. Réserver une part des marchés publics aux PME.

### - Simplification des procédures administratives

La procédure de création de sociétés sera très simplifiée ainsi que le recouvrement des cotisations sociales

### - Création d'un comité d'éthique du fonctionnement de la politique de marché

Cette création permettra une régulation du marché dans le respect du développement économique et humain.

Toutes les concentrations d'entreprises (fusion, acquisition) au delà d'une certaine taille seront examinées afin d'éviter un contrôle exagéré du marché.

Nous proposerons un moratoire renouvelable de dix ans sur les constructions d'hypermarchés et autres grands centres commerciaux

### - Réadapter la fiscalité et les charges sociales des entreprises

Nous modulerons l'impôt sur les sociétés en fonction du réinvestissement des bénéfices

Une entreprise qui délocalise par confort sera sujet à une surtaxation de ces bénéfices

La loi sera modifiée pour éviter aux entreprises de se soustraire aux taxes sociales et fiscales par la domiciliation à l'étranger dès lors que son activité s'exerce en France.

Nous calculerons les cotisations patronales sur l'ensemble de la richesse produite et non sur les seuls salaires.

- Répartition équitable des profits

Nous instaurerons une part minimale en pourcentage des bénéfices réalisés par l'entreprise reversée aux salariés.

- Soutenir et renforcer les acteurs du commerce équitable

Nous proposerons une éducation au commerce équitable qui sera protégée par une législation appropriée. Le commerce local et international doit être équitable pour tous.

Nous imposerons une complète transparence des entreprises, particulièrement aux multinationales présentes dans les pays en voie de développement pour ce qui concerne les droits humains et environnementaux.

Nous inciterons les entreprises au développement écologique durable et au développement des nouvelles technologies.

Nous inciterons à la création de produits industriels qui durent, soient réparables ou recyclables afin de réduire les flux de matières, de déchets et d'énergie.

- Consommation

Nous créerons un nouvel indice des prix plus conforme au panier du citoyen, en incluant plusieurs sous-indicateurs

### Emploi (sommaire)

Dialogue social, Aide à l'emploi, chômage, Formation professionnelle

- Une nouvelle législation avec une loi sur l'équité salariale

Le code du travail sera simplifié et plus flexible. Les contrats de travail, hors CDI seront majorés d'au moins 20%. Une commission paritaire dépendant de l'inspection du travail établira l'amplitude des salaires par branches et par effectifs

Nous donnerons plus de pouvoir à l'inspection du travail et augmenterons les effectifs afin de leur donner les moyens d'évincer les abus et les exploitations de toute nature.

Nous permettrons aux personnes qui veulent travailler plus, de le faire.

- Limitation des licenciements

Nous instaurerons une taxe sélective sur l'emploi applicable aux entreprises bénéficiaires qui licencient

- Retraite

Nous permettrons une retraite graduelle à partir de 60 ans, jusqu'à 70 ans en l'encourageant par la réduction du taux des cotisations

La retraite sera calculée sur toutes les périodes d'activité, y compris bénévoles

- Revaloriser les métiers manuels

- Rétablissement des emplois jeunes

- Vers un total respect de la Loi de la part du gouvernement et des entreprises

Nous régulariserons les agents de l'Etat en regard du Code du Travail et des conventions collectives.

- Valoriser le rôle de conseils des anciens

- Amélioration de l'efficacité des gestions administratives

Nous généraliserons, par exemple, les guichets uniques ANPE - ASSEDICS

- Suppression des privilèges corporatistes

- Plus d'indemnités sans contrepartie

Les indemnités chômage et autres aides seront versées contre un service minimum pour le bien de la collectivité

- Assistance et soutien aux personnes en difficulté

Des services spécialisés seront créés pour les personnes atteintes d'handicap ou de maladie longue durée

### Finances, impôts et taxes (sommaire)

- Adaptation des charges des petites entreprises à leur réalité économique

Nous adapterons le pourcentage des charges sur les salaires au nombre de salariés. Nous privilégierons la réduction de charges sur les temps partiels.

- Limitation des licenciements

Nous instaurerons une taxe sélective sur l'emploi applicable aux entreprises bénéficiaires qui licencient

- Réformer la fiscalité des particuliers

Nous sommes pour un impôt prélevé à la source, une taxation des plus gros salaires, une imposition plus directe et plus visible, la suppression des taxes (hors TVA) sur les produits.

Nous remettrons à plat le système d'imposition, y compris GSG, contribution diverses, tranches, avec suppression de toutes les niches fiscales, (exception faite des investissements liés aux économies d'énergies)

Nous réviserons les crédits d'impôts pour une plus grande simplicité et pour plus d'équité.

Nous supprimerons le bouclier fiscal et l'impôt sur la fortune.

Les revenus sur les opérations financières seront taxés en fonction de la rapidité des plus-values et ne pourront pas être inférieur à l'imposition sur le travail.

Tout le monde paie un impôt, même minime

Nous reformerons la fiscalité locale pour une meilleure équité de l'assiette.

Nous créerons d'un pourcentage d'imposition sur les héritages en fonction de tranches de valeur des biens hérités.

Nous réviserons et élargirons l'assiette des taxes sociales.

- Réforme du financement de l'Etat

Nous organiserons une réforme de la gestion financière de l'état pour diminuer la dette publique et répartir différemment les ressources.

Nous bloquerons les dépenses à leur niveau actuel; Nous renoncerons à toute baisse d'impôts tant que le budget d'Etat ne sera pas revenu à l'équilibre; Nous emploierons les recettes exceptionnelles au désendettement de l'Etat. Nous bloquons tout transfert de charges de l'Etat vers les collectivités locales.

- Redonner à l'Etat le contrôle de la création monétaire

Nous légiférerons pour ne plus laisser les banques créer de la monnaie sans contrôle

- Relancer le rôle économique des banques

Nous inciterons les établissements financiers à jouer leur rôle dans le développement économique, avec une part de risque, envers les PME-PMI et TPE.

- Développer les micros crédits

- Agir avec détermination pour lutter contre les paradis fiscaux et judiciaires

Nous interdirons le passage de marchés publics avec des firmes ayant des relations avec les paradis fiscaux et judiciaires.

Nous légiférerons pour nous donner les moyens de lutter contre l'impunité et rendre pénalement responsables les intermédiaires.

### Justice (sommaire)

- Accès à la justice pour tous

Nous inciterons à une évolution de la rémunération des avocats d'affaire pour que tout le monde puisse être assisté (rémunération en fonction des résultats)

Nous élargirons l'accès à l'aide juridictionnelle.

Nous rendrons facultative l'assistance d'un avocat en cas de divorce amiable, selon l'appréciation du juge des affaires familiales.

Permettre des actions de groupe

- Respecter les personnes en infraction

Assurer la présence d'une personne indépendante, avocat ou élu, dès la première heure de garde à vue.

Encadrer plus strictement le recours à la détention provisoire

- Indépendance de la justice

Le garde des sceaux est nommé par le parlement et est responsable devant celui-ci.

- Développement des procédures et du fonctionnement des médiations

### Service de la Paix (sommaire)

- Promouvoir une armée internationale

Nous aurons une armée dédiée au soutien des peuples, au maintien de la paix et aux interventions humanitaires, en coordinations européenne ou Onusienne.

Nous soutiendrons les sociétés civiles dans la prévention et la résolution des conflits.

- Promouvoir le traité international sur le commerce des armes

Nous respecterons le traité de non-prolifération nucléaire

Nous réduirons la production d'armes de toute nature, allant jusqu'à la suppression progressive de notre arsenal nucléaire. Nous développerons les projets d'équipements importants avec des partenaires européens.

Nous inciterons à faire contrôler toute vente d'armes par une institution supra-nationale, comme l'Europe.

Aucun homme politique ne pourra avoir quelque intérêt que ce soit avec une entreprise fabriquant des armes.

- Favoriser l'éducation à la paix et à la non-violence à l'école

### Sécurité publique (sommaire)

- Restauration d'une police de proximité
- Formation et sélection accrue des policiers

Vers un métier d'assistance, d'entraide, et de prévention. Développer l'accueil dans les commissariats

Accueillir et faciliter les dépôts de plainte

- Développement de la prévention de la délinquance

Nous généraliserons les cellules de veilles éducatives, chargées de prendre en charge les enfants violents

Nous développerons les centres d'éducation renforcée pour les jeunes délinquants

Multiplier les sanctions par le travail d'intérêt général pour donner aux juges une alternative à la prison qui entretient la spirale criminelle

- Revalorisation des salaires des policiers et pompiers
- Développer la prévention routière

Accroître la signalisation routière et les zones 30

Développer les options de stage de conduite route et ville

Moduler le montant des amendes en fonction du revenu des contrevenants au code de la route.

- Lutter contre les violences conjugales

Permettre aux législateurs d'enrayer ces violences, par une loi appropriée et aider les victimes

### Santé (sommaire)

- Garantir la transparence et la libre circulation de l'information sanitaire
- Eduquer les citoyens à la prévention

Apprendre dès l'école l'hygiène de vie : diététique, activité physique, gestion du stress, environnement...

- Reconnaître les médecines non conventionnelles

Nous appliquerons la résolution européenne du 9 mai 1997 reconnaissant les 7 médecines non conventionnelles dont la médecine traditionnelle chinoise, la chiropraxie, l'ostéopathie, la naturopathie, la phytothérapie, ...

- Les praticiens

Donner la possibilité aux praticiens de s'installer librement où ils le veulent

Soutenir financièrement les médecins qui s'installent dans les régions défavorisées

Transférer à la justice ordinaire le pouvoir juridictionnel de l'Ordre des médecins

Garantir la liberté d'exercice pour le médecin et le thérapeute comme pour le malade à l'instar des autres pays européens.

- La prise en charge sociale

Nous créerons une carte de santé jeune 16-25 ans ouvrant droit à la gratuité d'une consultation avec accès à des soins adaptés

Nous donnerons la possibilité aux assurés d'élire leurs administrateurs à la Sécurité sociale

Nous inscrirons dans la loi, le principe de l'équilibre du budget santé  
Donner aux étrangers même en situation irrégulière le droit aux soins

- Les hôpitaux et maisons spécialisées

Nous reverrons les conditions d'application des 35 heures dans les hôpitaux

Nous ouvrirons des maisons de santé coordonnant les services pour une meilleure prise en charge

Créer des dispensaires dans les zones rurales

- Légaliser l'euthanasie

Nous permettrons, sous certaines conditions, le droit de mourir librement dans la dignité

- Arrêter le gaspillage des médicaments

Permettre aux pharmaciens de ne délivrer que le nombre exacte de médicaments prescrits.

Privilégier les médicaments génériques moins coûteux

### Social (sommaire)

- Harmoniser les régimes sociaux du secteur privé et du secteur public

Nous unifierons les régimes de cotisations santé et retraites pour tous (fonctionnaires, salariés du secteur privé, indépendants, artistes...). Nous revaloriserons les points de retraite pour que les personnes concernées par les régimes spéciaux puissent intégrer le régime général sans perte sur l'acquis.

Nous harmoniserons également les conditions de retraite pour tous, en prenant en compte la pénibilité de l'emploi exercé.

- Réorganiser le fonctionnement de l'Urssaf et de la Sécurité Sociale

Nous rechercherons efficacité et responsabilité

Les allocations familiales seront versées sous condition de ressource. Les allocations familiales ne seront plus versées aux familles dont le revenu familial dépasse les 10000 € par mois

Toute société exerçant en France mais domiciliée à l'étranger ne pourra prétendre assurer les avantages sociaux français à ses salariés sauf à s'acquitter des charges sociales de ses salariés.

- Uniformiser les prestations sociales

Pour une plus grande égalité des traitements et plus de simplicité

- Les cotisations sociales

Toute personne travaillant en France mais domiciliée à l'étranger ne pourra bénéficier des avantages sociaux français, sauf si elle s'acquie des charges sociales et impôts français

Nous transférerons le financement des allocations familiales à la seule charge de l'Etat

- Limitier les « Charity business »

Nous les limiterons par une contribution à la recherche sur la santé et à l'aide aux pays en difficulté.

- Mutualiser les associations d'utilité publique et contrôler les dépenses de gestion

- Lutter contre l'exclusion et les discriminations

Notre première priorité sera zéro SDF en construisant des structures d'accueil adaptées favorisant leur réinsertion dans la société

- Aider les personnes les plus fragiles

Toute personne aura le droit à un compte bancaire de base gratuit donnant droit à un compte de dépôt et une carte de retrait.

Un guichet allocataire unique accueillera les citoyens qui veulent connaître leurs droits et les faire valoir.

### Etat et institutions publiques (sommaire)

- Contrôler les fonds publics

Nous permettrons à la cour des comptes de se porter partie civile au tribunal pour défendre les intérêts financiers de la France

Nous rendrons compte publiquement des dépenses de chaque ministère de façon transparente

- Contrôler les actions des élus

Nous définirons les critères essentiels permettant d'apprécier et de contrôler l'efficacité des élus de la majorité nationale (respect du programme électoral)

- Diminuer les dépenses publiques de représentation
- Statut de l' élu

Nous reverrons le statut de l' élu, (Contrat de travail, rémunération, assurance maladie, droit aux assédic, retraite...)

- Limiter les cumuls de mandats et le renouvellement des mandats

Le mandat de Président de la République ne pourra être renouvelé qu'une fois, les députés et sénateurs ne pourront pas diriger une assemblée territoriale et ne pourront pas être maire d'une commune de plus de 20 000 habitants et ne pourront pas être président d'une communauté d'agglomération, ni d'une communauté urbaine.

~~Un élu ne pourra exercer des fonctions publiques que durant deux mandats toutes fonctions confondues.~~

Tout fonctionnaire élu doit démissionner de son poste de fonctionnaire.

- Vote et Promulgation des lois

Supprimer le 49.3.

Nous obligerons , dès lors qu'une loi est votée de promulger le décret d'application sous les 3 mois, sous peine de sanction et de rendre immédiatement opposable cette loi.

- Les élections et référendum

Nous donnerons aux citoyens le droit au référendum d'initiative civique par le recueil d'un certain nombre de signatures vérifiables

La carte d' électeur sera délivrée automatiquement à tous les citoyens à partir de 18 ans

Le droit de vote sera accordé, aux élections locales et régionales aux immigrés en situation régulière domiciliés depuis plus de cinq ans dans une commune.

Les votes blancs seront reconnus et tout citoyen devra voter sous peine de sanctions au delà de la troisième abstention.

- Introduire une dose de proportionnalité aux élections législatives et améliorer la représentation des scrutins.

Nous reconnaitrons également le vote blanc ainsi que le droit de vote aux étrangers pour les élections municipales

- Développer les régions, suppression graduelle des administrations spécifiques aux départements, du cumul des administrations. Fusion du conseil général et du conseil régional.
- Créer un comité de conseillers ou de dignitaires

Il sera composé de grands penseurs praticiens de différents métiers non politiciens, sans revenus fixes, donnant l'avis sur l'éthique des grands sujets de sociétés et des réformes à opérer, élus par cooptation.

- Réformer les assemblées constitutives

Suppression du Sénat et élargissement du champ d'application du parlement pour n meilleur contrôle de l' état.

- Syndicalisme

Encourager le syndicalisme en permettant l'arrivée de nouveaux syndicats, de rendre transparent leur mode de financement et de garantir l'indépendance des partis politiques. Les syndicats devront être concerter à la préparation de toute nouvelle réforme en matière sociale.

### Politique étrangère (sommaire)

- Aller vers une fédération européenne.

Nous pensons que seule une Europe fédérale permettra à celle-ci de fonctionner en lui conférant plus de pouvoir politique et économique, et autoriser la BCE et les banques centrales à soutenir les investissements d'intérêt collectif. Cette Europe sera dotée des pouvoirs des parlements des pays démocratiques.

Nous souhaitons revenir pour l'élection des députés européens à un scrutin national proportionnel.

- Développer la coopération

Aide à la coopération dans un service civil limité dans la durée, avec rapport obligatoire

- Reconnaître et respecter les minorités
- Promouvoir la création d'un service humanitaire sous organisation mondiale
- Développer les échanges commerciaux et culturels avec les pays du sud.
- Permettre aux pays du sud d'obtenir leur autonomie alimentaire
- Favoriser l'éducation dans les pays du sud

- Promouvoir la création de programme de protection environnementale au niveau mondial

- Soutenir financièrement les pays défavorisés

Nous annulerons les dettes odieuses et la dette partout où elle est insupportable

Nous redéfinirons la viabilité de la dette en fonction de son impact sur l'environnement et sur le respect des droits humains, et mettrons un terme aux conditions imposées par le FMI et la Banque Mondiale en matière de politique économique.

- Assister et aider les pays en difficultés.

Nous privilégierons les aides aux associations sur place avec un contrôle de la bonne utilisation de ces fonds

- Aucune tolérance envers les dictateurs

Tout dictateur arrivé et maintenu au pouvoir par la violence faite aux populations et par la fraude électorale sera déclaré persona non grata dans notre pays

- Démocratiser le Conseil de sécurité de l'ONU

Nous demanderons l'ouverture du conseil de sécurité de l'ONU à tous les états démocratiques.

- Responsabiliser les organisations mondiales

Nous souhaitons que l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale se soumettent à des règles mondiales de responsabilité humaine, sociale, environnementale et équitable. Ces organisations devront être plus transparentes et démocratiques.

### Education et Formation (sommaire)

- Revaloriser les métiers manuels et l'apprentissage

Nous inciterons à une meilleure rémunération des métiers, en fonction de la pénibilité et de la responsabilité. Nous élargirons l'alternance pour permettre l'apprentissage dès 14 ans.

- Mettre fin au recrutement des lycées et collèges par l'échec

Nous donnerons la possibilité aux enfants des quartiers de suivre leur scolarité dans d'autres quartiers pour favoriser la mixité sociale dans les établissements.

Nous réviserons la carte scolaire en permettant, par exemple, aux élèves redoublant de redoubler dans un autre établissement de leur bassin scolaire, pour supprimer les ghettos scolaires et pour permettre une meilleure mixité sociale.

Nous valoriserons les salaires des enseignants en tenant compte des conditions d'exercice de leur travail, notamment ceux affectés dans des zones difficiles.

- Sécuriser les établissements

Nous augmenterons significativement le nombre de surveillants et de personnel d'encadrement. Nous imposerons la présence d'un infirmier permanent par établissement.

- Développer les échanges et la connaissance des autres cultures

Nous favoriserons les échanges internationaux dès le collège sur la base d'un mois minimum passé dans un établissement d'un autre pays

- Créer de nouvelles matières

Ecologie, production industrielle raisonnée, commerce équitable, instruction civique, langues régionales.

Inscrire l'éducation artistique à tous les niveaux de la scolarité.

- Incitation au dépassement de soi, à l'amélioration et non à la compétition

- Allègement de l'effectif des classes, ce qui nécessite une augmentation des moyens et du nombre des enseignants.

Développer le soutien scolaire, avec des adultes et les aînés.

- Formation professionnelle

Mettre en place une formation professionnelle continue des artistes (plasticiens et autres)

Créer une allocation pour les jeunes en formation avec un minimum de services d'utilité publique

### Agriculture (sommaire)

Agriculture, pêche et environnement : Agroenvironnement, Subventions, qualité des aliments, santé animale

- Favoriser l'agriculture de qualité

Nous transférerons les subventions agricoles vers une agriculture raisonnée

Nous instaurerons un cahier des charges de l'approvisionnement de la restauration collective en fonction des produits de qualité et de la proximité de production

Nous favoriserons les produits biologiques par la baisse des taxes les concernant et la suppression de la TVA.

Nous renforcerons l'accompagnement des productions agrobiologiques.

Nous encouragerons la modernisation des formes coopératives.

- Equité des revenus aux producteurs

Nous prévoirons des sanctions à l'encontre des acteurs économiques non respectueux des prix permettant aux producteurs de vivre dignement.

- Rééquilibrer les droits historiques à prime en faveur des exploitations familiales
- Accroître le budget en faveur du développement rural

### **Société** (sommaire)

Culte, discriminations, égalité hommes-femmes, famille, handicapés, jeunes, laïcité, personnes âgées, immigration

- Handicap

Nous garantissons les mêmes droits aux personnes atteintes de handicap qu'aux autres citoyens (Contrat de travail, salaire minimum égal au Smic, assurance maladie, retraite...)

- Service civil

Nous instaurerons un service civil facultatif à partir de l'âge de 14 ans, mais obligatoire à la sortie de la scolarité, et fractionné en périodes de 1 mois, puis 2 mois puis 6 mois, avec possibilité de contrat.

- Développer une législation sur le statut des étrangers

En appliquant les principes définis par la Convention des Nations Unies sur les droits des travailleurs émigrants et de leur famille.

- Refondre la législation de l'immigration et du droit d'asile sur les principes de respect des personnes et de leurs droits

Nous remettrons en cause les visas de court séjour et la logique du contrôle des frontières extérieures de l'UE

Nous arrêterons de criminaliser les étrangers en situation irrégulière, en France et dans l'UE

Nous garantirons pleinement le droit d'asile et assurerons les conditions pour que les demandes des persécutés soient examinées dans le respect et la dignité; nous accorderons des droits politiques aux résidents étrangers

Il y aura un accueil soutenu des immigrés, avec une aide et contrôle à l'intégration, apprentissage de la langue.

- Lier l'immigration avec la coopération et l'économie générale

Nous renforcerons l'aide aux pays dont les ressortissants émigrent.

Nous devons penser le développement économique du pays pour héberger un surcroît de population lié à une prochaine immigration pour cause écologique.

Instituer un visa permettant des aller-retour multiples sur plusieurs années, afin de permettre d'adapter les migrations aux besoins réels du marché du travail.

- La famille

Nous créerons le revenu parental d'éducation

Nous donnerons un statut à la mère de famille avec une protection sociale, un droit à la retraite personnelle, un droit à la formation professionnelle

Nous augmenterons l'amplitude horaire des crèches

- Lutte contre les discriminations

Faire respecter l'égalité des salaires hommes-femmes. Renforcer les moyens de lutte contre toute discriminations.

### **Culture** (sommaire)

Arts et artistes, audiovisuel, lecture, francophonie, médias et multimedia, museologie, patrimoine, loisir culturel, propriété intellectuelle, Technologies de l'information Télécommunication et télédistribution

- Aider les arts et les artistes

Nous instaurerons un véritable statut social pour tous les artistes plasticiens, écrivains, musiciens,...

Nous proposerons la rémunération des artistes dans toutes leurs activités par application du droit de présentation (droit d'exposition par exemple).

- Indépendances des Médias

Les grands groupes ayant des commandes publiques ne pourront plus être présents dans le capital directement et indirectement des médias d'opinion ou d'information.

**Contrôle**

Nous informerons de l'évolution des actions menées concernant la réalisation du programme